



**PRÉFÈTE
DE LA RÉGION
CENTRE-VAL
DE LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

ARRÊTÉ

Portant décision après examen au cas par cas
de la demande enregistrée sous le numéro F02422P0003
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement

La Préfète de la région Centre-Val de Loire
Chevalier de la Légion d'honneur

VU la directive 2011/92/UE du Parlement Européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;

VU l'arrêté ministériel du 12 janvier 2017 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

VU l'arrêté préfectoral n°21-314 du 23 décembre 2021 portant délégation de signature de la préfète de la région Centre-Val de Loire à Monsieur Hervé BRULÉ, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre-Val de Loire ;

VU la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro F02422P0003 relative à l'aménagement de la véloroute « Cathédrale de Bourges à Sully-sur-Loire » – Section située entre la Cathédrale de Bourges et l'étang du Puits (18) reçue complète le 11 janvier 2022 ;

VU la décision tacite, née le 16 février 2022, soumettant à évaluation environnementale le projet susmentionné ;

VU l'avis de l'agence régionale de santé du 1^{er} février 2022 ;

CONSIDÉRANT que le projet d'aménagement de la véloroute « Cathédrale de Bourges à Sully-sur-Loire » – Section située entre la Cathédrale de Bourges et l'étang du Puits (18) consiste à construire une piste cyclable de 2 à 3 m de large sur l'emprise d'une ancienne voie ferrée et sur les berges du canal de la Sauldre pour un linéaire total d'environ 70 km ;

CONSIDÉRANT que le projet comprend la sécurisation des ouvrages d'art existants, la mise en place de la signalisation et la sécurisation des intersections avec les voies existantes ;

CONSIDÉRANT que le projet relève de la catégorie 6°c) du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le projet contribue au développement de la mobilité douce et qu'il s'inscrit dans une dynamique touristique ;

CONSIDÉRANT que le tracé de la véloroute ne nécessite pas d'investir de nouvelles emprises agricoles, naturelles ou forestières ;

CONSIDÉRANT que le projet traverse le site Natura 2000 « Sologne » à Argent-sur-Sauldre, Aubigny-sur-Nère et Ennordres, la Znieff de type I « Étang du Puits » à Argent-sur-Sauldre et les Znieff de type II « Bois et Vallées du Haut Pays Fort » à Henrichemont et Menetou-Salon et de « La vallée de l'Yèvre de Bourges à Vierzon » à Bourges ;

CONSIDÉRANT toutefois que le tracé de la véloroute qui intercepte ces zones est implanté sur l'emprise de voies existantes et qu'il n'apparaît pas de nature à remettre en cause leur état de conservation ; qu'en outre le projet fera l'objet d'une évaluation des incidences Natura 2000 ;

CONSIDÉRANT ainsi que le projet n'est pas susceptible d'avoir, sur l'environnement ou la santé humaine, d'autres incidences notables que celles qui seront traitées dans le cadre de l'évaluation susmentionnée,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER} : La décision tacite, née le 16 février 2022, soumettant à évaluation environnementale le projet d'aménagement de la véloroute « Cathédrale de Bourges à Sully-sur-Loire » – Section située entre la Cathédrale de Bourges et l'étang du Puits (18) est annulée.

ARTICLE 2 : Le projet d'aménagement de la véloroute « Cathédrale de Bourges à Sully-sur-Loire » – Section située entre la Cathédrale de Bourges et l'étang du Puits (18) n'est pas soumis à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Elle ne préjuge pas d'exigence ultérieure relevant d'autres procédures réglementaires.

ARTICLE 4 : Les voies et délais de recours sont précisés en annexe du présent arrêté.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire.

Fait à Orléans, le
Pour la Préfète de la région
Centre-Val de Loire et par délégation,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Lorsqu'elle soumet un projet à étude d'impact, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du V de l'article R. 122-3 du code de l'environnement. Ce recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux doit être adressé à : **Mme. la Préfète de la région Centre-Val de Loire**
Secrétariat général pour les affaires régionales
181, rue de Bourgogne 45042 ORLEANS CEDEX ;

Le recours administratif préalable obligatoire (RAPO) doit être adressé : **au(x) ministre(s) concerné(s)** ;

Le recours contentieux doit être adressé au : **Tribunal administratif**
28, rue de la Bretonnerie
45057 ORLEANS CEDEX 1.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site Internet :
www.telerecours.fr